

ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 174

du 29 AVR. 2026

**mettant en demeure la société TTM Environnement de respecter certaines prescriptions
pour ses installations sur le territoire de la commune de Créhange en application de
l'article L.171-8 du code de l'environnement**

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment l'article R.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 nommant M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié autorisant la société Creplast à poursuivre l'exploitation du centre de valorisation de matières plastiques, cartons, papiers et à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de Créhange ;
- Vu** la déclaration du 16 décembre 2014 de reprise des activités de la société Creplast par la société Recywaste Environnement SAS ;
- Vu** le courrier de TTM Environnement du 6 septembre 2016 informant le préfet de la Moselle du changement d'exploitant depuis le 13 janvier 2016 ;
- Vu** le rapport d'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées n° ASE/131-24 R2/2025 du 30 octobre 2025 de la société Aspect Service Environnement ;
- Vu** le rapport du 10 avril 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection de l'environnement ;
- Vu** le courriel du 13 avril 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est transmettant le rapport d'inspection et informant la société TTM Environnement des suites administratives envisagées à son encounter ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai imparti sur ce rapport et sur les suites administratives envisagées ;

Considérant que l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 3.3.8 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié :

« L'exploitant est tenu de respecter, en sortie du décanteur-déshuileur les valeurs limites en concentration suivantes (référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 1 [cf. repérage du rejet sous l'article 3.3.5]) :

- MEST : < 30 mg/l

- DCO : < 30 mg/l [...] » ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 10 mars 2026, il a été constaté que les valeurs limites d'émission en concentration ne sont pas respectées en 2025 pour les paramètres MES (43 mg/L) et DCO (400 mg/L) ;

Considérant qu'aucune analyse supplémentaire des eaux pluviales susceptibles d'être polluées n'a été réalisée depuis le 30 octobre 2025 ;

Considérant de ce fait que les dispositions de l'article 3.3.8 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à créer des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société TTM Environnement, dont le siège social est situé 297, Chemin de l'Ecluse – ZI du Pré à Varois – 54670 Custines, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Créhange, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'article 3.3.8 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié :

« L'exploitant est tenu de respecter, en sortie du décanteur-déshuileur les valeurs limites en concentration suivantes (référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 1 [cf. repérage du rejet sous l'article 3.3.5]) :

- MEST : < 30 mg/l

- DCO : < 30 mg/l [...] ».

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

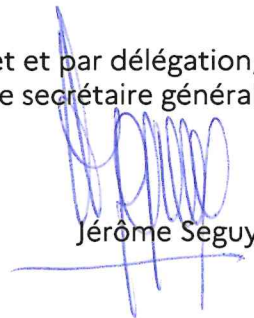
Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TTM Environnement et dont copie est adressée, pour information au maire de Créhange et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Jérôme Seguy

